



Les nouvelles formes de fraude fiscale ; enjeux et conséquences juridiques

Actualité législative publié le 02/01/2025, vu 199 fois, Auteur : [Yanis MOUHOU](#)

Le développement des nouvelles technologies et des nouveaux moyens de paiement a provoqué une évolution des infractions fiscales⁰ Cet article se propose d'examiner nouvelles fraudes fiscales.

Les Nouvelles Formes de Fraude Fiscale : Enjeux et Réponses Juridiques

Introduction

La fraude fiscale a toujours été un défi majeur pour les administrations fiscales du monde entier. Cependant, avec l'évolution rapide des technologies et des pratiques économiques, de nouvelles formes de fraude fiscale ont émergé. Ces nouvelles pratiques ont modifié le paysage de la fraude fiscale traditionnelle, rendant son identification et sa répression plus complexes. Ce phénomène a des conséquences profondes, tant pour les finances publiques que pour l'équité fiscale. Cet article explore les nouvelles formes de fraude fiscale, en analysant leurs mécanismes, les défis qu'elles posent aux autorités fiscales et les réponses juridiques et pratiques mises en place pour y faire face.

I. Les nouvelles formes de fraude fiscale : Mécanismes et typologie

A. La fraude fiscale via les cryptomonnaies

Avec l'essor des cryptomonnaies comme le Bitcoin, Ethereum ou autres monnaies virtuelles, de nouvelles possibilités de fraude fiscale ont vu le jour. Les transactions en cryptomonnaies sont souvent décentralisées et anonymes, ce qui les rend particulièrement attrayantes pour les fraudeurs. Les individus peuvent ainsi transférer des fonds à l'international sans passer par les circuits financiers traditionnels, échappant à la détection des autorités fiscales.

Les mécanismes de fraude associés aux cryptomonnaies incluent :

- **L'utilisation de portefeuilles anonymes ou de services de "mixing"** pour dissimuler les transactions.
- **Les transactions transfrontalières non déclarées** qui échappent aux contrôles fiscaux

des pays d'origine.

- **La dissimulation de gains en capital** ou de revenus issus des échanges de cryptomonnaies, non reportés dans les déclarations fiscales.

Le caractère décentralisé des cryptomonnaies rend leur régulation complexe, bien que de plus en plus de juridictions adoptent des législations pour tenter de traquer ces flux financiers.

B. L'évasion fiscale par l'utilisation de sociétés écrans et de paradis fiscaux

Les sociétés écrans, ou « boîtes aux lettres », sont des entités fictives ou inactives créées dans des juridictions où la fiscalité est faible ou inexistante (paradis fiscaux). Elles sont souvent utilisées pour dissimuler la véritable nature des activités économiques, permettant ainsi aux contribuables de réduire artificiellement leur assiette fiscale.

Les mécanismes de fraude incluent :

- **La création de structures offshore complexes**, impliquant des trusts, des fondations et des comptes bancaires secrets, pour dissimuler des revenus ou des actifs.
- **Les prix de transfert manipulés** entre des filiales d'une même entreprise dans différentes juridictions, permettant de transférer artificiellement des bénéfices vers des pays à fiscalité faible.

Ces techniques permettent aux entreprises multinationales et aux particuliers fortunés d'éviter le paiement d'impôts dans leur pays d'origine, générant ainsi d'importantes pertes fiscales pour les administrations nationales.

C. L'utilisation des « Big Data » pour manipuler les déclarations fiscales

L'une des nouvelles formes de fraude est l'utilisation des « Big Data » pour manipuler les informations fiscales. Grâce aux capacités d'analyse de données massives, certains fraudeurs sont capables de modifier ou de dissimuler leurs informations fiscales avec une grande précision.

Les pratiques associées incluent :

- **L'intelligence artificielle et l'automatisation des déclarations fiscales** permettant de dissimuler des revenus ou de manipuler des dépenses afin de réduire l'impôt dû.
- **Les fausses factures et la manipulation de la TVA** avec des entreprises fictives ou des transactions falsifiées.

Ces techniques rendent la détection des fraudes plus difficile, car les informations sont souvent impeccablement camouflées et dispersées dans un volume important de données.

D. Les plateformes numériques et le commerce en ligne

Le développement du commerce en ligne, des plateformes numériques (comme Amazon, eBay, etc.) et des applications de partage économique a ouvert de nouvelles avenues pour la fraude fiscale. Par exemple, certains vendeurs sur des plateformes d'e-commerce omettent de déclarer leurs revenus, en particulier lorsqu'ils vendent des biens ou services à des consommateurs internationaux.

Les mécanismes de fraude incluent :

- **L'omission de déclaration des revenus issus de la vente en ligne**, notamment en raison

de la difficulté de contrôler les transactions transnationales.

- **Le recours à des sous-déclarations ou à des prix sous-évalués** pour minimiser l'assiette fiscale sur les ventes réalisées via des plateformes numériques.
- **La fraude à la TVA intracommunautaire**, avec des achats et ventes réalisés sans déclaration ou en utilisant des faux certificats d'exonération.

II. Les défis juridiques liés à la fraude fiscale moderne

A. La difficulté de la détection et de la traçabilité

Les nouvelles formes de fraude fiscale, en particulier celles utilisant des technologies avancées comme les cryptomonnaies ou les Big Data, rendent les efforts des autorités fiscales de plus en plus complexes. Les administrations fiscales traditionnelles, souvent équipées de technologies obsolètes, peinent à suivre les transactions internationales et anonymes.

De plus, l'utilisation de systèmes décentralisés (comme la blockchain) et la prolifération des transactions transfrontalières compliquent la collecte d'informations fiscales. Cela pose un défi majeur en matière de coopération internationale, essentielle pour lutter contre la fraude fiscale transnationale.

B. La réticence à l'échange d'informations internationales

La fraude fiscale internationale est facilitée par l'absence de coopération entre les juridictions fiscales. Bien que des initiatives comme l'Organisation de Coopération et de Développement Économiques (OCDE) et le G20 aient mis en place des cadres pour encourager l'échange automatique d'informations fiscales, de nombreux pays n'ont pas encore signé ou ratifié ces accords.

Cette réticence à l'échange d'informations entre États permet à certains contribuables de dissimuler leurs actifs et revenus dans des juridictions qui offrent un secret bancaire strict.

C. Le flou juridique autour des cryptomonnaies

Les cryptomonnaies posent également un défi majeur en termes de régulation juridique. La plupart des juridictions n'ont pas encore adopté de réglementation claire concernant la fiscalité des cryptomonnaies. Par conséquent, la dissimulation de transactions et de revenus via des cryptomonnaies se fait parfois dans un cadre légal incertain.

III. Les réponses juridiques et pratiques à la fraude fiscale

A. Renforcement des mécanismes de surveillance et de contrôle

Les autorités fiscales du monde entier renforcent leurs mécanismes de surveillance. Par exemple, la mise en place de nouvelles réglementations pour encadrer les plateformes de cryptomonnaies et les exigences en matière de déclaration des transactions peuvent aider à contrer la fraude.

L'OCDE a également mis en place des initiatives comme le « Common Reporting Standard » (CRS), un système d'échange d'informations fiscales entre États, qui permet de mieux traquer les avoirs étrangers des contribuables.

B. L'adoption de technologies avancées

Les administrations fiscales commencent à utiliser des technologies de pointe pour mieux détecter et prévenir la fraude. L'utilisation de l'intelligence artificielle, du machine learning et de la blockchain peut aider à analyser les grandes quantités de données générées par les transactions fiscales et à détecter les anomalies.

C. Renforcement de la coopération internationale

Les gouvernements, sous l'égide d'organisations comme l'OCDE et le G20, ont mis en place des initiatives pour renforcer la coopération internationale. Cela comprend des accords visant à améliorer l'échange d'informations fiscales entre pays et à combattre l'évasion fiscale via des sociétés écrans et des paradis fiscaux.

D. Introduction de sanctions plus sévères

Face à la multiplication des formes de fraude fiscale, de nombreuses juridictions ont opté pour des sanctions renforcées, telles que des amendes plus lourdes, des peines de prison et des confiscations d'actifs. Certaines juridictions, comme la France et le Royaume-Uni, ont également introduit des « outils de répression fiscale » plus souples pour engager rapidement des poursuites.

Conclusion

Les nouvelles formes de fraude fiscale, alimentées par les innovations technologiques et la mondialisation de l'économie, représentent un défi majeur pour les administrations fiscales du monde entier. Les stratégies de fraude ont évolué, rendant leur détection et leur répression plus difficiles. Cependant, grâce à l'adoption de technologies avancées, à l'amélioration de la coopération internationale et à des réformes juridiques ciblées, les autorités fiscales peuvent espérer mieux lutter contre ce fléau. La lutte contre la fraude fiscale est désormais un enjeu global, nécessitant une réponse collective et efficace pour préserver l'équité fiscale et la stabilité économique.